EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 29 mars 2017

Monsieur Guy TEISSIER, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 111 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Michel DARY - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Annie GRIGORIAN - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Héléne MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI-GONZALEZ.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Héléne ABERT représentée par Janine MARY - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Loïc BARAT représenté par Jeanne MARTI - Mireille BENEDETTI représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Jean-Louis BONAN représenté par Marlène PREVOST - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Patrick PAPPALARDO - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Vincent GOMEZ - Emilie DOURNAYAN représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Roland GIBERTI représenté par Héléne MARCHETTI - Régine GOURDIN représentée par André GLINKA-HECQUET - Marcel GRELY représenté par Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Andrée GROS représentée par Lionel VALERI - Nathalie LAINE représentée par Annie GRIGORIAN - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Claudette MOMPRIVE représentée par Guy MATTEONI - Lisette NARDUCCI représentée par Gérard POLIZZI - Patrick PADOVANI représenté par Marie-Josée BATTISTA - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Maxime TOMMASINI représenté par Jean ROATTA - Kheïra ZENAFI représentée par Richard FINDYKIAN.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Frédéric BOUSQUET - Laure-Agnès CARADEC - Laurent COMAS - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Eric DIARD - Yann FARINA - Samia GHALI - Martine GOELZER - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Grégory PANAGOUDIS - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Signé le 29 Mars 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 12 mai 2017

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

HPV 013-538/17/CT

■ Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille - Aides au transport - Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi

Avis du Conseil de Territoire

DHCS 17/15206/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En 2014, dans le cadre du pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille, l'Etat a demandé à Marseille Provence Métropole (MPM) de contribuer à la mise en œuvre d'aides à la mobilité.

Il a donc été proposé que la Communauté urbaine contribue à l'aide à la mobilité de jeunes en garantie jeunes (dispositif expérimental généralisé en 2017 en Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie PACEA) et de demandeurs d'emploi adhérents des clubs ambition ou du PLIE MPM Centre en leur mettant à disposition le titre de transport le plus adapté à leur situation (cartes hebdomadaires, tickets...) et en demandant à la Mission Locale et à Pôle Emploi de s'assurer de leur bon usage.

Par délibération HPV 004-344/14/CC en date du 18 juillet 2014, le Conseil de Communauté a donc attribué une subvention de 99 800 euros à la Mission Locale de Marseille pour apporter une aide à la mobilité à 230 jeunes dans le cadre du dispositif « garantie jeunes », et une subvention de 100 200 euros à Pôle Emploi pour apporter une aide à la mobilité à 595 personnes dans le cadre du dispositif « clubs ambition » et à 20 personnes adhérentes du PLIE MPM Centre.

La subvention 2014 accordée à la Mission Locale a été soldée : des abonnements RTM annuels ont été accordés à 408 jeunes en garantie jeunes.

Par contre, Pôle Emploi, qui avait démarré la mise en œuvre de cette action plus tardivement, n'avait pas atteint les objectifs initiaux fin 2015.

Signé le 29 Mars 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 12 mai 2017

Le 25 septembre 2015, par délibération HPV 012-1278/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a attribué une subvention pour l'année 2015 à la Mission Locale de Marseille pour des jeunes bénéficiant de la garantie jeunes, mais cette fois-ci, pour des titres de transport mensuels, ce qui a permis d'améliorer le suivi de l'action ; et a prorogé la convention votée le 18 juillet 2014 avec Pôle Emploi en réajustant les objectifs concernant le public concerné dans un avenant n°1.

Le 11 janvier 2017, un comité de pilotage s'est tenu avec les partenaires concernés :

✓ des représentants de la Mission Locale ont fait état d'un bilan au 31 décembre 2016 selon lequel 313 bénéficiaires en garantie jeunes ont bénéficié d'un titre de transport, pour une consommation de 31 275 euros, du fait de la perception tardive des fonds et de la réduction du nombre de jeunes bénéficiant de la garantie jeunes en 2016.

✓ des représentants de Pôle Emploi ont fait état d'un bilan selon lequel, depuis le démarrage de l'action, 636 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un ou plusieurs titres de transport mensuels (1 116 au total) pour une consommation de 36 798 euros au 31 décembre 2016.

Aussi est-il proposé au Conseil de la Métropole d'élargir le champ des bénéficiaires de ce dispositif pour mieux répondre à la demande de mobilité des jeunes reçus par la Mission Locale et du public reçu par Pôle Emploi, mais toujours à condition qu'ils soient issus des Quartiers Politique de la Ville ou des Quartiers de Veille de Marseille.

Un avenant n°1 à la convention n°15/1901 exécutoire à dater du 20 janvier 2016 passée avec la Mission Locale de Marseille a pour objet d'élargir le public éligible aux jeunes suivis par la Mission Locale et/ou accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).

Un avenant n°2 à la convention n°14/1574 exécutoire à dater du 30 septembre 2014 passée avec Pôle Emploi a pour objet d'élargir le public éligible aux demandeurs d'emploi

- suivis par Pôle Emploi au titre d'accompagnements intensifs (accompagnements intensifs jeunes, clubs ambitions, autre...),
- adhérents du PLIE MPM Centre,
- entrant en formation pour un délai supérieur à un mois,
- accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 29 Mars 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 12 mai 2017

- Le projet de délibération portant sur le « Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence
Député des Bouches-du-Rhône

Guy TEISSIER